

## Accessibilité (art.9), a des implications transversales et touche tous les ministres

Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p>Rec.22 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• adopter un cadre juridique avec des objectifs précis et obligatoires</li> <li>• calendrier concret pour le suivi</li> <li>• sanctions dissuasives en cas de non-respect</li> <li>• formation à l'accessibilité et à la conception universelle pour les autorités publiques qui fournissent les certificats de construction</li> <li>• stratégie avec des objectifs chiffrés clairs à courte, moyenne et longue échéance</li> <li>• promotion de la langue des signes couvrant tout le pays sur un pied d'égalité avec les autres citoyens</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fédéral <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Johan Van Overtveldt Willy Borsus et Kris Peters : renvoient à la Secrétaire d'état « pas de mes compétences »</li> <li>○ Willy Borsus : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Etude montre les problèmes d'accessibilité des CPAS</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>2. Vlaamse regering <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Hilde Crevits : la législation sur l'accessibilité des bâtiments est d'application pour les locaux d'enseignement<sup>1</sup></li> </ul> </li> <li>3. Bruxelles-COCOF <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Céline Fremault : liste d'actions développées pour l'accessibilité des logements, des événements culturels, du site web de Phare. Pointe les actions de sensibilisation « Libercity » (visite de Bruxelles) et la sensibilisation des 18-25, futurs acteurs de la ville</li> <li>○ Cécile Jodogne : des dispositifs spécifiques pour l'accessibilité des bâtiments sont présents</li> </ul> </li> <li>4. Bruxelles-COCOM <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Bianca Debaets : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Monitoring de l'accessibilité des site Internet + recommandations à venir</li> <li>▪ Audit de l'accessibilité des bâtiments + recommandations à venir</li> <li>▪ Contrat de gestion STIB : mission « infrastructure + accessible</li> <li>▪ Subsidies à des associations pour rendre leurs activités accessibles</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>5. Communauté germanophone</li> </ol>

<sup>1</sup> Gewestelijke stedenbouwkundige verordening toegankelijkheid - 1/3/2010

	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Révision prévue de l'arrêté du 12/07/2017 sur les normes des infrastructures subsidiées</li> </ul>
<b>Les Constats de la société civile</b>	<b>Les questions de la société civile</b>
	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pourquoi la Secrétaire d'Etat fédérale ne présente-t-elle pas son plan ?</li> <li>2. Fédéral : n'y a-t-il que les CPAS qui ont des problèmes d'accessibilité ?</li> <li>3. En Région flamande, l'accessibilité ne concerne-t-elle que l'enseignement ?</li> <li>4. En Région flamande, la législation en vigueur est-elle intégralement appliquée ? Si non, quelle planification ? Des sanctions sont-elles appliquées ?</li> <li>5. Bruxelles – COCOM et COCOF une liste d'action réalisée, est-ce suffisant ? Cela rencontre-t-il l'exigence de planification à court, moyen et long terme, avec sanctions à l'appui ?</li> <li>6. Communauté germanophone : Travail sur la révision des norme = première étape. Quelles seront les suivantes ? Quel suivi ? Quelle évaluation ? Quelles sanctions en cas de défaut ?</li> <li>7. Pourquoi n'y a-t-il aucune réponse de la RW ?</li> <li>8. Pourquoi n'y a-t-il aucune avancée au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles</li> </ol>